



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2857

Texte de la question

MOYENS POUR L'ECOLE

M. le président. La parole est à M. Yves Durand, pour le groupe socialiste.

M. Yves Durand. Monsieur le président, ma question s'adressait au ministre de l'éducation nationale. Je souhaiterais que le ministre qui le remplacera me réponde véritablement sur la situation désastreuse de l'école, et non sur le projet socialiste ! (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Nous sommes dans une séance de questions au Gouvernement, pas dans un meeting de l'UMP ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Monsieur le ministre, une fois de plus, l'éducation nationale fait les frais de votre désastreuse politique économique et de vos choix fiscaux qui, pour favoriser votre clientèle électorale, privent l'État de ressources indispensables.

M. Jean-Marc Roubaud. C'est vous qui dites cela !

M. Yves Durand. Ainsi, l'annonce de la suppression de plus de 15 000 postes de fonctionnaires dans le projet de budget pour 2007 touche de plein fouet l'éducation nationale et l'école.

M. Georges Tron. Arrêtez !

M. Yves Durand. Après la suppression des aides éducateurs, des surveillants et de milliers de postes d'enseignants et de non enseignants, vous vous apprêtez à infliger une nouvelle saignée de plus de 8 500 postes pour la rentrée 2007 alors que, contrairement à ce que vous prétendez, les effectifs des élèves augmentent dans les écoles élémentaires et maternelles.

Les conséquences de l'hémorragie que vous faites subir à l'école depuis 2002 se résument en deux mots : échec et renoncement. Renoncement à la lutte contre l'échec scolaire, tout d'abord, à cause de votre manque d'ambition pour une véritable éducation prioritaire. Vos collègues " ambition réussite " ne sont qu'un nouvel effet d'annonce, sans moyens réels, sauf ceux que vous prenez aux autres établissements, au risque de les déstabiliser. (" *C'est faux !* " *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Échec de la lutte contre la violence à l'école, qui ne cesse d'augmenter, alors que votre majorité en avait fait une priorité. Remise en cause de l'école maternelle, qui est pourtant reconnue dans le monde entier comme exemplaire. Or, depuis quatre ans, la scolarisation des jeunes enfants diminue. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Depuis quatre ans, votre politique n'a qu'un objectif : réduire les moyens pour l'école en excluant du système éducatif les élèves les plus en difficulté, notamment en supprimant de nombreuses filières dans les lycées.

Monsieur le ministre, à la rentrée 2007, vous ne serez sans doute plus en charge de l'école (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*), mais aujourd'hui, c'est vous qui en avez la responsabilité !

M. le président. Monsieur Durand, posez votre question !

M. Yves Durand. Alors je vous pose une question : allez-vous, sans réagir, laisser démolir l'avenir en privant notre école des moyens de fonctionner ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche.

M. François Goulard, *ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche*. Monsieur le député Durand, comme mes prédécesseurs à ce micro, je suis obligé de constater que, en période de préparation d'un programme électoral socialiste (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*), vos élans dépensiers ne connaissent aucune limite, et notamment pas celles qu'impose une saine gestion des dépenses publiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Qu'en est-il de la dépense publique en matière d'éducation ? 59 milliards d'euros ! La part de la richesse nationale consacrée par notre pays à l'éducation est la plus élevée au monde ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Nous y consacrons un montant supérieur à la totalité du produit de l'impôt sur le revenu. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mesdames et messieurs les députés, n'est-il pas du bon sens le plus élémentaire d'adapter les effectifs des enseignants aux effectifs des élèves ? Cela témoigne de la bonne gestion de l'argent des Français !

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) C'est d'ailleurs, contrairement à ce que vous avez indiqué, la raison pour laquelle nous allons créer des postes dans le primaire où il y a davantage d'élèves. Cela fonctionne dans les deux sens !

Monsieur le député, contrairement à ce que vous croyez avec vos collègues du même côté de l'hémicycle, tout n'est pas une question de moyens financiers.

Les réformes utiles à l'école que nous avons lancées - comme l'apprentissage de la lecture (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), le socle de connaissances, le remplacement des professeurs absents (*Mêmes mouvements*), la bivalence des enseignants, la meilleure répartition au profit de l'enseignement prioritaire -, sont utiles au succès scolaire de nos enfants ! Il n'y a pas que l'argent qui compte, mais l'argent est là !

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Augustin Bonrepaux. Il n'y a plus d'argent !

M. le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche. Ensuite, monsieur le député, je peux aujourd'hui, au nom de Gilles de Robien,...

M. Jean-Pierre Brard. Où est-il ?

M. le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche. ...prendre un engagement : à la rentrée prochaine, le taux d'encadrement des élèves sera strictement maintenu ; les horaires des différentes disciplines seront totalement maintenus (" *Ce n'est pas vrai !* " *sur les bancs du groupe socialiste.*) ; nous recruterons, l'année prochaine, autant d'enseignants nouveaux que cette année...

M. Augustin Bonrepaux. C'est faux !

M. le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche. ...du fait des départs à la retraite plus nombreux.

Enfin, nous créons 1 500 emplois dans le supérieur et pour la recherche, car cela correspond à un besoin et constitue une véritable priorité.

Oui, l'éducation est, pour notre pays, une grande priorité compatible avec la bonne gestion des finances publiques ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Durand](#)

Circonscription : Nord (11^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2857

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 juin 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 juin 2006